

## Quelle politique après la tuerie de Charlie Hebdo ?

Kevin Boucaud, Alexandre Fache, Kareen Janselme, Alain Nicolas, Gérald Rossi, Gaël De Santis, Emilien Urbach, *L'Humanité*, 13 Janvier, 2015

Au lendemain d'une journée de sursaut populaire sans précédent, une question taraude déjà les milieux progressistes : comment agir pour que l'immense espoir d'une meilleure manière de vivre ensemble ne soit pas déçu. Faire reculer la haine, assécher le terreau qui fertilise l'obscurantisme et le terrorisme nécessite de ne pas s'en tenir à des mesures sécuritaires. Le débat est lancé sur les changements à mettre en oeuvre pour être à la hauteur des exigences exprimées le 11 janvier. « Même si appeler à un rassemblement mercredi était en débat dans la CGT, c'était important qu'on y soit. D'abord parce que les gens de Charlie sont des nôtres, des militants engagés. Et puis dimanche, c'était une manifestation populaire, de masse, si on est censé représenter le salariat c'était absolument indispensable qu'on y soit. »



À 39 ans, Tony Fraquelli, secrétaire syndical CGT des cheminots de Paris Austerlitz, a connu « des copains d'enfance qui à 20 ans partaient en Afghanistan, en Irak, le phénomène n'est pas nouveau ». Mais pour le syndicaliste « la crise sociale amplifie le problème, fait monter le racisme et les extrémismes : il faut trouver une place à tous ces petits-fils d'immigrés, comme moi, qui ont des problèmes d'intégration ; il faut leur faire de la place dans le travail, ils ne peuvent pas se construire en étant en marge de tout ». Une idée partagée par l'économiste Michel Husson : « Je pense que la racine du FN et de la violence est la même. Les deux phénomènes découlent d'un sentiment d'exclusion et de rejet. La politique du gouvernement s'attaque aux symptômes, mais pas aux causes. Le gouvernement refuse de dégager les ressources pour une politique économique qui créerait de l'emploi. Tel que c'est parti, nous aurons à 10 % de chômage pour des années. Le sociologue Robert Castel parlait de "surnuméraire" pour décrire ce sentiment social qu'ont certaines personnes que la société n'a pas besoin d'eux. »

Alors quelles pistes entretenir, quelle réflexion mener pour lutter contre ces inégalités, ferments de la violence ? « L'intégration sociale, le traitement égalitaire participent de la réflexion de fond à mener, assure Jean- Marc Canon, secrétaire général CGT de la fonction publique. Or aucune rupture politique n'a pour l'instant été annoncée. Des réponses peuvent exister. Par exemple, la fonction publique en son sein doit répondre à l'insertion républicaine et citoyenne. Tout en gardant l'égalité d'accès, il faut revoir la forme des concours des jeunes sans diplôme issus d'endroits défavorisés dans la fonction publique, organiser un recrutement citoyen républicain. »

Une proposition à laquelle Michel Husson ajoute d'autres pistes : « Le néolibéralisme crée de la précarité et des discriminations. Les politiques néolibérales s'accommodent d'un chômage de masse, car ils ne considèrent le travail que sous l'angle de la rentabilité. Il y a deux pistes pour retrouver le plein-emploi. La première est de reprendre la réduction du temps de travail, pour créer des emplois dans le secteur privé. La seconde est de redynamiser le secteur public en créant de vrais emplois stables. Je pense que le vivre-ensemble passe par le droit à l'emploi et à une vie décente pour tout le monde. »

### **REVIVIFIER LA DÉMOCRATIE**

Sur le terrain, les militants politiques et les élus sont en première ligne du débat public. Ils soulignent notamment qu'au-delà des mots des moyens financiers sont indispensables... « Le malaise est palpable, nous devons être attentifs sur le terrain et il est indispensable de renforcer toujours plus le lien populaire », explique Michel Ricoud, conseiller général communiste du quartier de la Source à Orléans (Loiret). « Ce ne sont pas les grands discours sécuritaires qui sont attendus par nos concitoyens, je le constate depuis des années lors de mes permanences hebdomadaires, notamment sur les marchés, mais une réelle démarche de respect mutuel, explique-t-il, et nous devons veiller à ce que chacun puisse être à l'égal de chacun, alors que souvent les jeunes habitants des secteurs populaires ont le sentiment d'être laissés en marge...

Et dans le même temps, n'oublions pas que si les collectivités locales sont de plus en plus aux avant-postes pour toutes les questions du quotidien, qu'il s'agisse d'emploi, de logement, etc., leurs moyens sont insupportablement diminués... » Un point de vue que partage Gilles Leproust, maire PCF d'Allonnes (Sarthe), pour qui « le meilleur moyen pour lutter contre l'obscurantisme, c'est un meilleur accès à l'éducation et à la culture, et non une démarche sécuritaire. Mais cela nécessite des moyens alors que les

réductions drastiques des dotations d'État vont se traduire par une diminution des moyens mis à la disposition des services publics. [...] La réduction des inégalités, pour mieux vivre ensemble, passe par des moyens supplémentaires ». « Il faut redonner confiance aux citoyens, dans une démarche démocratique, autrement dit, ce n'est pas le moment de saborder les communes », souligne le maire PCF de Champigny (Val-de-Marne), Dominique Adenot.

« Bien sûr, il faut s'inquiéter de ce qui se passe dans les prisons, bien sûr, il faut des moyens pour la police et la justice, mais il faut que l'on s'occupe des gens, et pour cela, il faut des moyens », dit-il. « Il est de notre devoir collectif de recréer les conditions d'un dialogue autour du vivre-ensemble et du respect de chacun », ajoute Patrick Braouezec, président (Ensemble) de l'agglomération Plaine Commune, au nord de Paris. Si beaucoup ont défilé ce week-end en exprimant « le besoin d'être ensemble » en ces temps difficiles, nombreux sont ceux qui, au lendemain de ces défilés « historiques », évoquent la nécessité impérieuse de reconstruire le « vivre-ensemble ».

## **CITOYENNETÉ POUR TOUS**

« À nouveau depuis dimanche, on peut croire en une force populaire, assure Anne Coulon, formatrice vacataire dans le département de l'Essonne et adhérente du PCF. Maintenant, est-ce que cette force populaire, fondée sur des valeurs de gauche, arrivera à refonder une citoyenneté aujourd'hui bien délabrée ? » Pour l'ex-enseignante, les crimes de ces derniers jours peuvent « créer un électrochoc », « une émotion de laquelle peut sortir la raison ». Elle espère que des appels seront lancés, « très vite », pour travailler à cette « reconstruction ». Coprésident de la coordination nationale Pas sans nous, Mohamed Mechmache en a lancé un, dès vendredi. Un appel à défiler hier soir à Bobigny et Toulouse. « C'était important de faire quelque chose en banlieue, là où nous habitons.

Pour dire stop à la violence et aux extrêmes, mais aussi pour parler du fond et analyser les échecs de ces trente dernières années dans les quartiers populaires. » Le porte-parole d'AClefeu dit craindre « l'instrumentalisation » des événements de ces derniers jours. Et assure : « La banlieue n'est pas un réservoir de coupables, elle est peut-être au contraire une partie de la solution. Pour peu qu'on veuille bien l'entendre et la considérer, ce qui n'a pas été fait après les révoltes de 2005. » Droit de vote des étrangers oublié, rénovation urbaine stoppée en chemin, dislocation du lien social et disparition des services publics dans ces territoires, au nom de l'austérité... le bilan est en effet bien sombre. Jeune auteur habitant le quartier populaire de la Paillade, à Montpellier, Nourdine Bara a défilé dimanche dans sa ville. Il s'inquiète, lui aussi, des fractures dans la société française. « Les gens des quartiers populaires sont fatigués de vivre comme des éternels suspects », souligne-t-il, avant d'en appeler à « la loi ». Pas une nouvelle loi antiterroriste, non, mais une loi réintroduirait plus de « justice sociale ».

« C'est la responsabilité des institutions d'organiser les choses pour que personne n'ait à envier personne », insiste-t-il. Commis au nom d'un islam dévoyé, les crimes des frères Kouachi et d'Amedy Coulibaly ont aussi remis la question religieuse sur le devant de la scène. « Beaucoup de jeunes des quartiers sont en errance par rapport à leur identité, estime Mohamed, un ami de Nourdine Bara. Ils y répondent parfois par l'islam. Mais le fait que certain d'entre nous se soient mobilisés va peut-être leur permettre d'avoir enfin accès à la communauté nationale. »

Mohamed Mechmache invite de son côté à s'interroger sur les « discriminations dont sont victimes les musulmans ». « Par exemple, quand on refuse les sorties scolaires aux mères de famille voilées, est-ce qu'on n'est pas en train de créer de la violence chez ces gamins, qui voient leurs parents exclus ? Certains ne vont-ils pas se dire : "On n'a pas reconnu mes grands-parents, on n'a pas reconnu mes parents. Comment pourrais-je être reconnu, moi ?". » UNE ÉCOLE QUI DONNE TOUS LES SAVOIRS EN PARTAGE Sitôt l'émotion des attentats retombée, les regards se sont tournés aussitôt vers l'école, l'accès à l'éducation et à la culture. Dans la lutte contre les fractures qui menacent notre société, leur rôle est aujourd'hui pointé, revendiqué. « C'est bien d'appropriation et de partage des valeurs, de connaissance, de culture dont notre pays a besoin », soulignait hier Bernadette Groison, la secrétaire générale de la FSU, au sortir d'une rencontre organisée avec le ministre de l'Éducation nationale (lire p. 10.) suite aux événements dramatiques de ces derniers jours. Un constat évidemment partagé.

Martine Jozy enseigne à Gennevilliers (Hauts-de-Seine) dans une association d'alphabétisation pour femmes de tous horizons. « Le fond du problème, c'est l'école publique, la culture, dit-elle. Les adolescents, ici, sont pour beaucoup en plein échec scolaire. Des exclus de la société. Il faut y remédier. » L'école française, réputée pour être celle où les inégalités sociales pèsent le plus sur les destins scolaires, a une lourde responsabilité. « Tous les cours de morale et autres éducation civique ne serviront à rien tant

que l'on continue d'accepter l'échec, dès les premières années de l'élémentaire, de dizaines de milliers de mêmes qui ne parviennent pas à entrer dans la culture écrite », abonde le sociologue Jean-Pierre Terrail. À la question « que faire ? », l'écrivain Emmanuelle Bayamack-Tam et Djamel Arrouche, enseignant, répondent également : « Éducation, éducation, éducation ». « Partout en France, il faut continuer à mettre enfants et adolescents en relation avec les grands textes, soulignent-ils. Que les enseignants n'en rabattent pas sur leurs exigences.

Rien de tel que Molière et son Tartuffe pour pourfendre la bigoterie et l'affectation de piété. Rien de tel que Voltaire et sa "prière à Dieu" pour relativiser et ridiculiser les cultes, les signes d'appartenance religieuse. Réaffirmons la nécessité d'une "éducation prioritaire" à l'heure où, précisément, on en supprime les "réseaux". Il ne faut pas que l'athéisme soit le monopole, voire le luxe de ceux qui ont autre chose que la religion pour leur élever l'âme : la culture, la beauté, le savoir. » Reste que l'école peine à rendre accessible à tous ces savoirs communs. Et c'est bien là le noeud du problème, selon Jean-Pierre Terrail. Pour lui, la refonte des programmes scolaires est, par exemple, un enjeu crucial. « Il faut réfléchir à l'appropriation même des savoirs tout au long de la scolarité.

À la fois que ces savoirs soient rendus intelligibles pour tous les élèves mais qu'ils soient également ordonnancés tout au long de la scolarité. Dans certains collèges, quand tu abordes la question de la religion d'un point de vue rationnel, la moitié de la classe sort. Pourquoi ? Parce que cet apprentissage apparaît soudain dans la scolarité comme une intervention idéologico-politique de l'école et non pas comme la continuité d'un enseignement. Même chose sur le racisme : plutôt qu'une leçon de morale, il faut rendre les choses intelligibles en les faisant réfléchir sur le pourquoi et le comment est né le concept de "races"...»

## **METTRE FIN AUX DÉSORDRES DU MONDE**

Ces dernières années, l'humiliation que subissent les Palestiniens a été un formidable outil de propagande pour les djihadistes, qui ont pu recruter sur cette base. Et, en la matière, la France a eu une politique partielle. Pour Michel Rogalski, directeur de la revue Recherches internationales, est posé « le problème de la politique arabe de la France » qui n'est plus « comprise ni par les États et populations arabes, ni par une partie des populations issues de l'immigration en France ». Pour lui, en matière de politique étrangère, « la notion d'intérieur et d'extérieur s'efface », avec un nouveau rapport à l'information, avec une population très sensible aux enjeux du monde arabe.

En même temps, il faut interroger « la politique de vente d'armes de la France qui entretient des relations très amicales avec les pays qui ont une mansuétude avec l'islamisme radical », prévient le chercheur. « Pour faire face à ces réseaux et groupes djihadistes, il est nécessaire de couper et tarir l'apport en argent, en armes et le soutien politique à ces derniers. Mettre un terme aux réseaux d'écoulement du pétrole qu'ils contrôlent est une urgence », analyse Lydia Samarbakhsh, responsable des relations internationales du Parti communiste français. Ce qui signifie affronter la politique de certains États : l'Arabie saoudite, le Qatar, Israël et la Turquie. L'Afrique est un autre lieu d'expansion du djihadisme, notamment du fait de l'intervention militaire en Libye, puis au Mali.

« Si la politique de la France en termes de coopération, de politique économique et d'investissement avait été fondée sur d'autres bases, l'État malien n'aurait pas été affaibli au moment de l'avancée des djihadistes sur Bamako », rappelle la responsable communiste.